Quelle est l'orientation du Cercle des économistes e-toile dans le chaos actuel ?

Posté le : 27 mars 2024 11:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Attitudes, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique

Admin : Un certain nombre de lecteurs se sont interrogés sur l'orientation de ce blog du fait que les grandes questions économiques sont passées au second plan et que les analyses de l'opinion et des forces sociales ont pris l'avantage.

Didier Dufau : Votre question est importante. Lors d'une conférence en été 2022 j'ai constaté qu'il n'était plus possible de parler d'économie aussi librement qu'avant. Des comportements quasiment religieux se sont développés dans la mouvance écologique avec des indignations étranges. Un économiste est désormais un « salaud » au sens sartrien du terme ou un inconscient qu'il s'agit de faire taire et d'exclure du débat parce qu'il parle des conditions de la croissance alors que le débat est la survie du vivant. Ajouter le même phénomène avec les catéchumènes du Wokisme, notamment dans l'Université. Compléter avec l'islamisme et les assassinats à répétition. L'émotion manipulée est partout, la rationalité nulle part.

Admin : vous pensez que le débat économique serein n'est plus possible ?

DD : c'est un constat. Certaines pensées économiques ont depuis toujours été rendues suspectes. Se présenter comme libéral vous a valu en France des accusations multiples de tout temps. Le socialisme a toujours été en conflit avec le capitalisme au moins dans les mots. Nous avons créé ce blog pour faire valoir des idées qu'on ne retrouvait pas dans les médias où la « vérité » est « construite » de tout temps. Mais entre le silence et l'injure permanente, il faut constater non pas seulement un changement d'intensité de la querelle mais un début d'interdiction du débat.

Admin : pouvez-vous donner des exemples ?

DD : Lors de cette conférence, évoquer des faits vérifiables instantanément sur son téléphone s'accompagnait aussitôt de cris de « mensonges » en fond de salle. Je présentais mon livre sur la conciliation entre économie et écologie. Expliquer qu'indépendamment des questions écologiques, des erreurs économiques pouvaient être corrigées et qu'il ne fallait pas lâcher le diagnostic économique, a entraîné aussitôt des mouvements d'indignation : c'est de la mort de la vie sur terre qu'il fallait parler. Pas de croissance ni de niveau de vie, ce faux problème, alors que la frugalité s'impose.

Admin : vous considérez la « conversation économique » en danger ?

DD : Très clairement. A partir du moment où la réflexion économique reste mobilisée sur la question de la croissance et de la hausse des ressources individuelles et collectives, l'injonction est immédiate : « vous allez tuer la terre, taisez-vous ». La crise de 2008 et celle de l'Euroland de 2011 ont déconsidéré les économistes qui ont quasi disparu dans les débats de la TNT. Ils ont été remplacés par des « experts » militaires ou écologiques et une pléthore de philosophes qui n'ont exactement aucune connaissance économique, mais des certitudes et des citations.

Admin : La situation ne s'est-elle pas rétablie depuis la grande crise de 2008 ?

DD : Non ! On n'a jamais voulu donner la vraie explication de la crise de 2008. On a considéré qu'imposer un carcan bureaucratique dément sur les banques suffirait. On a vu qu'avec la hausse volontaire des taux de la BCE, des banques et pas les moindres, tombaient toujours et ce n'était pas du fait de leurs excès ! Les causes spécifiques de la crise de 2011 de la zone euro forment toujours un champ en jachère. La gestion délirante de la crise du Covid a tout balayé.

Admin : quelles sont les réflexions critiques qui ont été mises de côté ?

DD : principalement la compréhension des causes de l'asphyxie des classes moyennes qui se traduit partout par la montée de mouvements de rejets des élites et de la politique. La protestation irrationnelle l'a emporté sur la recherche de solutions.

Admin : comment expliquer cette carence ?

DD : Les « élites », en France la haute fonction publique qui s'est emparée du politique, ne veulent pas remettre en cause les institutions ancrées dans des rapports de force et considèrent que la démagogie permettra de passer les caps électoraux sans trop de dommages. On « enjambe » les élections ! Et on s'en vante ! Pour ces gens Il faut présenter une information « pédagogique », construite et purifiée. L'Union Européenne devient une valeur sacrée. L'ouverture au monde et l'abaissement des frontières est sacralisée. L'altérité suppose la « cancel culture ». Au moins partiellement. Le GIEC remplace le Vatican. En remettre en cause la prédication est pire qu'une grossièreté, un crime majeur valant expulsion immédiatement des médias. Le débat public est devenu non seulement insipide mais faux jeton. Car il faut à chaque échec donner une explication sans remettre en cause les dogmes et les mensonges récurrents. Des constructions publicitaires monstrueuses de sottise sont alors proposées aux masses ignorantes qui doivent s'en contenter. Ils répètent depuis près de trente ans : on marche sur la tête. Et ils ne vont plus voter ou ils votent « protestataire ».Les élites pensent comme Muyzenberg le théoricien communiste de l'agit-prop, que la vérité et le mensonge étant à égalité dans les médias face à des masses ignorantes, il ne faut pas se priver.

Admin : pourriez-nous donner des exemples ?

DD : Faire un inventaire de la sottise économique qui s'étale dans les médias serait amusant mais sans fin. Pour l'exemple :

- Les 35 Heures ont créé de l'emploi
- L'union européenne nous protège.
- La conversion énergétique va créer de l'emploi en France
- Le wokisme est un fantasme
- Le capitalisme est la cause de la dénatalité
- Les éoliennes sont une solution évidente
- La SNCF fait des bénéfices
- La frugalité n'est pas un transfert de la responsabilité des élites vers le populo. Elle ne peut être assimilée à une politique de décroissance.
- Il faut être heureux de la crise immobilière, car la hausse a été « scandaleuse ».
- La dette démente, c'est bien.
- Le retour à la retraite à 60 ans est possible et souhaitable. La semaine de 32 heures est la

solution

- La dette française ne pouvant plus exploser au même rythme, il faut que l'Union européenne prenne le relais et finance les transitions militaires, numériques, écologiques par d'immenses emprunts.

- Un système de retraite par répartition est compatible avec le vieillissement de la population et la disparition de la jeunesse.

- Le féminisme politique n'a rien à voir dans la baisse des naissances.

- Cela ne coûte rien c'est l'Etat qui paie.

- L'immigration est heureuse.

- Le classement Pisa ne donne pas une vraie indication des progrès de l'éducation nationale.

- La notation de la dette de la France n'a pas d'importance.

- On a supprimé la taxe d'habitation et donc réduit les impôts (alors qu'on n'a fait que transférer le financement sur d'autres et la dette).

- Macron nous protège.

- Certes nous baissons régulièrement pour le rang dans le monde pour le rapport PIB par tête. Mais l'indice est mauvais. En matière de bonheur par tête nous sommes bien placés.

- La prison conduit à la récidive. Les récidivistes ne doivent donc pas aller en prison !

- On peut contrôler le trafic de drogues sans s'attaquer aux consommateurs de drogue

- On ne peut pas lutter contre la prostitution sans s'attaquer à la clientèle masculine. .

- Les ARS ont amélioré la gestion de la santé.

- Le calendrier prévu par l'Union Européenne pour décarboner totalement son économie est tenable.

- La politique écologique n'a pas besoin d'étude d'impact. Les conclusions du GIEC suffisent.

- Installer des champs d'éoliennes ou de plaques photovoltaïques n'est pas une artificialisation des sols

- …

Admin : Faire la chasse à toutes ces sottises vous paraît-il un travail surhumain ?

DD : Surtout inutile. La puérilité de toutes ces affirmations défie tout débat. Pour libérer le débat économique il faut surtout bien isoler les forces qui se coalisent et les dénoncer vertement. Savonarole et Lénine sont en train de faire leur alliance délétère dans l'insouciance générale, alors qu'en France le "macronisme" s'effondre dans le ridicule. Si on n'analyse pas ces évolutions délétères, on se condamne au silence.

Admin : Ces analyses sont donc pour vous un préalable à une réflexion économique renouvelée ?

DD : Non ! L'article « Une autre manière d'analyser la situation économique mondiale » nous parait une contribution importante. Nous allons essayer de l'approfondir car elle remet en cause certaines politiques annoncées comme la hausse structurelle des prix des produits agricoles et la réindustrialisation. De même cette méthode permet de comprendre bien plus clairement la hausse

relative de l'immobilier par rapport au revenu. Les bruits de bottes et la position saugrenue de notre président sur l'Ukraine forment également un fond politique et diplomatique dont il faut tenir compte. La géopolitique n'est pas particulièrement favorable à la croissance organisée et rend toute prévision encore plus aléatoire. Ce qui impose une rigueur d'analyse plus grande mais n'en supprime pas la nécessité.

Mais si vous ne sapez pas l'influence destructive des mouvements quasi religieux qui interdisent le débat, vous ne pourrez pas faire entendre un message utile. Le grand public commence à comprendre et sort un peu de son hébétement. Mais les organisateurs de conférences réduisent considérablement les sujets économiques. Parce qu'ils craignent pour la réputation de leur établissement. Une manif, un écho défavorable dans la presse, une nervosité dans les instances dirigeantes de l'institution, Oh là ! là ! Impossible !

Admin : Pour vous la réflexion économique est-elle en panne ?

DD : Elle est détournée de son rôle. Les grandes questions du temps ne sont pas traitées. Pourquoi les grandes récessions ont-elles été si nombreuses et si graves, ruinant la croissance globale et entraînant des conséquences désastreuses ? Pourquoi l'Europe a-t-elle vu sa croissance très affaiblie par rapport à celle des États-Unis et du reste du monde ? Comment la France est-elle tombée si bas dans tant de domaines ? Qu'elle est l'explication de la stagnation connue par les classes moyennes des pays développés ? Comment s'explique la perte massive et potentiellement catastrophique de la natalité ? Quelles sont les conséquences économiques, sociales et fiscales d'un vieillissement massif ? La régionalisation a-t-elle entraîné des conséquences économiques et si oui lesquelles ? Le modèle médical français de gratuité totale contrôlé par la bureaucratie est-il tenable ? La « réindustrialisation » est-elle possible en France ? Quel est l'impact économique des calendriers de décarbonation prévus par Timmermans ?

Les sujets ne manquent pas. Et, à la place, on trouve de merveilleuses analyses strictement sans intérêt mais portées par la mode par exemple sur le rôle de femmes inconnues dans la pensée économique au XVIIIe siècle, ou sur la merveilleuse capacité des fonds gérés par des femmes de sortir de plus gros bénéfices, ou encore sur la manière de contraindre les entreprises à prouver qu'elles multiplient les actes de vertu sous menaces terribles. On doit se contenter d' « études » qui veulent prouver qu'on n'aurait très bien pu de pas connaître l'essor de la voiture, cette invention du diable et qu'on peut donc l'abandonner sans difficulté. Ces études du type « si ma tante en avait » se sont multipliées. Jamais on n'a autant parlé du bien commun ou de la beauté de moins consommer. On explique que la dette c'est formidable et qu'on peut y aller encore et encore. Que des fonds de dettes européennes doivent tout financer est l'idée du moment des « économistes de plateau » qui sont à peu près aussi bons que les médecins de plateau pendant la crise du Covid. Comment rembourse -t-on ? Personne ne sait mais ce n'est pas grave.

Des prétendus économistes viennent amuser la galerie avec des commentaires toujours politiquement corrects. L'Europe c'est formidable ! La dépense publique c'est formidable ! La gratuité de la vie de la naissance à la mort c'est formidable ! L'immigration de masse c'est formidable ! L'absence de naissances n'est pas un problème ! La dette c'est formidable ! Les propriétaires sont des salauds et on peut encore taper dessus ! La crise immobilière c'est formidable ! "Enfin" s'est écrié un de nos grands journalistes "les prix immobiliers baissent"! Que nous soyons le pays le plus fiscalisé au monde, n'a aucune importance ! Il faut savoir la société que nous voulons, etc.

Admin : vous dénoncez le détournement de la réflexion économique au profit de l'accompagnement politicien ?

DD : Politicien ou idéologique. Pendant ces quatre années où, en pleine Guerre de Quarante des

travaux menés par les meilleurs économistes ont essayé de dégager ce que seraient les institutions permettant de ne pas revenir aux crises de l'avant-guerre, la réflexion économique a été très intense et centrée sur l'essentiel. Cela a donné les accords de Bretton Woods et les Trente Glorieuses. Aujourd'hui on est plutôt dans la « cancel economy », avec apologie des marchés administratifs subventionnés par la dette et la défense de la vertu des impôts symboliques sur les riches, ou l'exaltation de la beauté des chèques déversées en période électorale. Si vous être un jeune chercheur économique vous n'aurez aucune subvention des instances internationales, nationales et surtout européennes si vous n'incluez pas dans le projet le maximum de préoccupations woke et écologistes. Si vous déposez un projet d'étude présenté ainsi : « comment les femmes ont sauvé l'économie françaises pendant les trente glorieuses », vous pouvez demander 250.000 euros à l'Union Européenne. Vous peuplerez ensuite tous les plateaux en France en Europe et dans le monde. La gloire !

Admin : La France a eu longtemps de formidables économistes des Physiocrates à Maurice Allais. Vous pensez la race éteinte ?

DD : Que ce soit Alfred Sauvy ou Maurice Allais, les deux derniers grands, ils étaient décidés à alerter sur les conséquences graves des erreurs économiques parfois contre leur camp politique. Sauvy s'est battu des décennies contre la volonté idiote de la gauche de réduire constamment la durée de travail. On a eu après sa mort, les 35 heures et le dévissage économique immédiat de la France. Jospin était plus préoccupé d'égaler Jaurès et Blum et de supplanter Mitterrand dans la démagogie pour entrer dans le Panthéon socialiste que d'évaluer les conséquences. Maurice Allais a tout dit sur le risque de l'entrée de la Chine dans l'OMC et la mauvaise organisation autour des changes flottants et de l'Euro. Ils ont été tous les deux marginalisés et tenus à distance.

Ce destin n'a pas été encourageant pour les générations suivantes. Elles ont préféré faire leurs études aux Etats-Unis et épouser le Wokisme. On a essayé de monter au pinacle tel ou telle. On voit aujourd'hui que leur contribution réelle à l'observation des faits, à leur compréhension correcte et à la formulation de mesures économiques utiles a été nulle.

Admin : La réalité est en train de prendre sa revanche avec le constat d'un taux de déficit public de 5,5% du PIB très au-delà des annonces du budget formalisé il y a à peine trois mois. Ne pensez-vous pas que cela permettra de revenir à plus de vérité ?

DD : On ne peut plus croire à la **pédagogie de la réalité**. Dans le cadre totalement fictif du discours politique constant, alors que les médias ne font plus véritablement leur travail et acceptent de participer à la construction d'un habillage totalement insincère de la réalité, les accidents impossibles à gommer sont des occasions d'inculper des méchants dont l'attitude a tout gâché. Le résultat : on voit sur une chaine publique Ségolène Royal et Alain Duhamel s'accorder sur la nécessité de « taxer les riches » pour donner de la consistance au symbole de l'égalitarisme français, fondamental ! Aucune des causes réelles du dérapage n'est discutée. Il faut simplement se raccrocher aux éléments de langage fondamentaux. On va augmenter les impôts tout en disant qu'on ne les augmente pas. Et tout le monde politique est en vérité complice. L'insincérité n'est pas propre à la procédure budgétaire. Elle est partagée et générale, et tout le monde sait à quoi s'en tenir. Et depuis longtemps. On va parler demain de la réduction des transports en taxis gratuits pour raison médicale. C'était l'objet du premier article de ce blog en juin 2008 ! Plus cela change plus c'est la même chose.

Admin : quels objectifs donnez-vous au Cercle des économistes e-toile dans un tel contexte ?

DD : Il n'a pas changé depuis le début de ce siècle. Observer la réalité sans fards et surtout celle qui est gommée dans les médias publics. Pensez au drame démographique qui n'est parvenu dans les médias qu'il y a deux ans, alors que tout était visible depuis des lustres. Nous voulons proposer des

analyses utiles même si elles sont à contre-courant de ce que les médias « main stream » veulent bien écrire. S'il faut pour cela dénoncer des courants d'opinions délétères, ne pas hésiter ! Aujourd'hui l'économie est en danger. L'économie française a été tellement saccagée qu'on commence à craindre un effondrement irrattrapable. C'est assez grave pour justifier un ton un peu plus ferme et des échappées sur des affirmations idéologiques et les manières violentes qui leur sont attachées. Et sur la trahison des institutions économiques qui doivent informer les Français. Regardez comment l'INSEE présente l'évolution du PIB en 2023 : **« Le PIB reste stable au quatrième trimestre 2023. En moyenne en 2023, il augmente de 0,9 % ».**

Le Français ignorant croira que la France est en croissance, certes faible mais stable. Ce n'est pas terrible mais ce n'est pas catastrophique. Le titre du communiqué est un « élément de langage » En vérité la croissance en mode chiffrage officiel est nulle depuis juillet 2023. **0 %**. Si on tenait compte de l'inflation selon le mode de calcul allemand nous aurions deux trimestres de baisse du PIB et nous serions donc en récession. Si on s'en tient au PIB marchand là nous avons une récession, mais peersonne n'en parlera. Le PIB contient la dépense publique des fonctionnaires, en hausse, ce que personne ne rappelle. Les salaires publics ont été fortement augmentés. Les effectifs publics aussi. Le PIB en a été augmenté, sans aucune offre de biens et de services de plus. L'Insee devrait le rappeler. Si on ne tient pas compte de ces mesures administratives et démagogiques qui n'ont créé aucun bien ou service supplémentaire, nous sommes bien récession et le premier trimestre va être encore extrêmement mauvais. Le point conjoncturel de l'INSEE en début février expliquait que le reflux de l'inflation permettrait une croissance plus soutenue : « la désinflation se confirme en effet (+3,1 % en janvier ; +2,6 % attendus en juin), ce qui soutiendrait le pouvoir d'achat des ménages. Leur confiance s'améliore progressivement et la consommation serait le principal moteur de l'activité au premier semestre 2024. La croissance du PIB serait toutefois modérée (+0,2 % par trimestre) ».

Pas un mot sur l'effondrement du secteur du logement, du drame agricole, de l'obligation de calmer la dette etc. La confiance des entreprises, elle, s'effondre, Comment relire ce communiqué aujourd'hui après l'annonce aujourd'hui d'un plan d'austérité ? Il date du 7 février, à peine plus d'un mois. Oui l'INSEE trahit sa mission et tout le monde s'en moque. Comme l'INED, comme l'Université…

Le travail de vérité reste absolument crucial en France, en Europe et en Occident. Nous continuerons à nous placer dans cette perspective. Quitte à bousculer de temps à autres les idéologies délétères qui se sont emparées de l'opinion publique.